



## Transcription intégrale de l'émission N°6 «Le commerce et la finance »

### **Jingle de présentation.**

#### **Présentateur :**

*TA TA PUME une expression familière quand un grec rencontre un compatriote, pour lui dire « on va se parler ». C'est le titre que nous avons choisi pour cette série d'émissions que nous vous proposons à l'occasion de l'année Européenne consacrée au dialogue interculturel. Dans ce nouveau numéro que nous vous présentons aujourd'hui, nous allons aborder la question du commerce et de la finance. Un sujet brûlant d'actualité avec la crise financière mondiale que nous traversons. Pour répondre à cette question et à celle entre autres du langage dans la finance, nous avons contacté Alain Lipietz, économiste, directeur de recherche au CNRS. Tout au long de sa carrière de chercheur, il s'est principalement consacré à analyser les rapports sociaux et économiques, au sein des communautés humaines. Membre des Verts, il a été élu député Européen, pour son premier mandat en 1999, réélu en 2004, il est membre de la Commission du commerce international, et membre suppléant de la Commission des affaires économiques et monétaires. Nous lui avons tout d'abord demandé comment nous en sommes arrivés à cette crise planétaire.*

#### **Alain Lipietz:**

Je crois que c'est la grande crise d'un modèle de développement qui s'est mis en place dans les années, fin 70, début 80, certains l'ont appelé « le libéral productivisme ». A partir des années 80, il disparaît, sous les coups, à la fois des politiques nationales et de la mondialisation. Cela a provoqué une très grande polarisation sociale, c'est-à-dire qu'on a des riches, très riches, qui ne savent pas où placer leur argent et des pauvres, qui même en étant salariés restent pauvres. Ce modèle entre en crise avec d'un côté un tas de ménages qui ne peuvent plus payer leur loyer, les propriétaires leur logement, des municipalités pas très riches ne peuvent plus financer leurs services publics. De l'autre côté ce modèle est appelé productiviste, car c'est un modèle qui pour les riches reste très orienté vers la consommation, on dit même que c'est la consommation des riches qui tire les revenus des pauvres. Ce que dépensent les riches et ce que gagnent les pauvres. Ce modèle entre donc doublement en crise, nous en avons les signes avant coureurs, au milieu des années 2000, mais surtout en 2007 où du côté des productivistes c'est la grande découverte de « l'effet de serre », avec les changements climatiques que ça entraîne, les sécheresses, les inondations, cette fausse solution que sont les agro carburants qui fait qu'on se met à cultiver la terre agricole pour faire pousser de

quoi nourrir les voitures, donc il y en a moins pour les gens. Il y a donc une trentaine de pays qui basculent dans la crise alimentaire, alors qu'il ne se passe rien chez eux, simplement à cause de l'explosion des prix des denrées agricoles. Donc tout ça, c'est la crise productiviste au cours des années 2000. Ensuite la crise du libéralisme qui a été longuement contenu tout simplement parce qu'on prêtait énormément, aux pays qui s'endettaient comme les États-Unis, aux collectivités locales qui s'endettaient, comme certaines villes Françaises, on prêtait aux ménages, ce que faisaient les banques Américaines. Et au bout d'un moment, certains ont dit, « mais enfin on prête à des gens qui ne pourront jamais rembourser, c'est fichu, cet argent ne reviendra jamais ». Et à l'été 2007 éclate la crise des « *subprimes* », c'est-à-dire des prêts qui avaient été faits à des ménages pauvres, qui avaient un emploi, mais qui n'avaient pas de quoi payer leur maison. Alors cette crise des « *subprimes* », tout le monde se dit « c'est les usuriers qui leur ont prêté qui vont payer, puisque c'est eux qui ont prêté à des gens qui ne peuvent pas payer, ils vont donc se retrouver à la rue, les créanciers vont être ruinés et on en restera là ». On s'aperçoit pendant toute l'année 2007 – 2008, qu'on n'en reste pas du tout là, parce que les créanciers ont revendu le titre de leurs dettes à des banques ordinaires, qui les ont mis dans des SICAV, les SICAV ont été mis jusque dans les plans d'épargne d'assurance vie. C'est-à-dire que tous les Français qui ont une assurance vie sont quelque part propriétaires d'un millionième ou d'un milliardème d'une maison dans l'Ohio aux États-Unis, dont vient d'être expulsée une mère célibataire. Donc tout le monde par ce biais de la *titrisation* se retrouve à participer à la faillite du système libéral productiviste. D'où crise extrêmement grave et profonde, c'est à la fois la crise d'un système économique, le libéralisme des années 80 et d'un modèle de développement plus profond, qu'avait partagé anciennement l'Union Soviétique, c'est-à-dire le productivisme, et dans le même temps il se traduit par une crise purement financière, c'est-à-dire les banques s'aperçoivent que tout l'argent qu'elles croyaient avoir, elles ne l'avaient pas. Elles avaient des *titres*, dont elles ne savaient pas à quoi ils correspondaient, et enfin elles apprennent que cela correspondait à des dettes contractées par des gens qui ne paieraient jamais, donc cela ne vaut plus rien. C'est pour cela que les efforts faits aujourd'hui, qui sont colossaux, qui sont justifiés, parce que le pire de tout serait que les banques fassent faillite ou seulement ceux qui ont un compte chèque et nous verrions toutes nos économies disparaître, donc il fallait absolument sauver les banques. Mais cette opération de sauvetage une fois faite, il faut que les banques recommencent à prêter à l'économie et elles ne le font pas, car elles savent très bien que la crise est beaucoup plus profonde que ça, que l'industrie automobile ne pourra peut être pas vendre comme les années passées. L'automobile faisait ces profits sur les grosses voitures, les 4x4, aujourd'hui les garages ne veulent même plus racheter en occasion les 4x4, car on sait, à cause de la crise écologique, que les 4x4 ne valent plus rien. Un tas d'usines sont spécialisées dans la fabrication de ces grosses voitures, or les banques ne vont plus leur prêter. Les banques ne vont plus prêter à des banques qui ont prêté à l'industrie automobile, donc les banques ne se prêtent plus rien entre elles et ne prêtent plus à des entreprises car elles ne savent plus de quoi sera fait le prochain modèle de consommation, d'où la gravité de la crise. On a enrayé la crise financière qui n'était que la surface des choses, la conséquence de la crise libérale productiviste mais faute d'aller au fond des choses on n'arrive pas à faire redémarrer la machine.

**Comment d'après vous, peut-on redonner un peu d'espoir aux peuples Européens ?**

On peut tous sortir du chômage avec une relance verte, entièrement fondée sur les économies d'énergie, la lutte contre le changement climatique, la lutte contre les produits chimiques source de cancer. Cela provoquera un reflux du chômage comme une société mobilisée contre une guerre. Cela demandera une réduction de tout ce qui est polluant, mais cela va provoquer plus d'activités donc plus de travail.

**L'évolution du langage économique, qui a fait son apparition au grand jour lors de cette crise, même si il existait déjà avant, on parle maintenant régulièrement de « *subprime, CAC40, titrisation* », comment expliquez vous l'évolution du langage financier ?**

Par un mot encore pas très connu le mot « sophistication », autrefois c'était simple, la banque vous faisait un « prêt » quand vous étiez un particulier et quand c'était une entreprise elle « *escomptait* », si vous voulez elle escomptait que tout allait bien se passer et elle vous prêtait de l'argent, la Banque Centrale *réescomptait*. Avec les mots *escompter* et *réescompter* on avait à peu près tout ce qu'il fallait pour comprendre la finance : Quel était le taux d'escompte, (à quel prix la banque prêtait aux entreprises), quel était le taux de réescompte, (à quel prix la banque centrale prêtait aux banques qui avait prêté aux entreprises). Maintenant c'est infiniment plus compliqué, *l'escompte* est devenu un *titre*, le *titre* est mélangé dans des *ucits* qui sont dans des assurances vie, bref on mélange toutes les formes du crédit ce qui fait que finalement la banque revend des *titres* dont elle ne sait pas exactement ce qu'ils représentent, le vocabulaire est devenu extrêmement compliqué car tout est opaque, c'est ce qu'on appelle « l'économie casino », à la fin on ne sait même plus si on va gagner de l'argent ou en perdre en achetant un titre financier.

## **Jingle défi photo**

### **Présentateur**

*Kolia Arché a créé voilà huit ans une entreprise d'import avec le Pérou, SALDAC, il nous explique pourquoi la langue est aussi importante dans les échanges commerciaux ?*

### **Kolia Arché**

C'est important de pouvoir dialoguer avec les personnes pour pouvoir poser les conditions ou pouvoir échanger, maîtriser le dialogue, ça amène la confiance. Si des gens parlent entre eux et qu'ils voient qu'on est capable de répondre sur ce qu'ils ont dit sans vouloir nous interpellier, ils vont se dire « tiens celui là, maîtrise notre langue, on va essayer d'être plus en rapport direct, après on peut entrer en amitié, on n'a pas la même relation qu'avec une personne qui ne parle que quelques mots techniques juste pour commercer.

**Vous avez décidé de faire du commerce avec le Pérou, avec une certaine éthique, est ce que vos interlocuteurs ont compris votre démarche ?**

Au départ je ne partais pas du tout au Pérou pour faire du commerce, mais pour réaliser une thèse dans le cadre universitaire, donc en allant à la rencontre de ces personnes, certains m'on dit « c'est bien beau une thèse, mais ça va pas nous faire vivre, nous on a du café à vendre, tu peux pas en vendre dans ton pays où on consomme beaucoup de café ? ». L'idée a germé, et on s'est demandé quel prix il fallait fixer, pour qu'il puissent en vivre correctement, en payant les coûts de production, pour que les enfants puissent aller à l'école, se nourrir et donc on a

essayé de remettre tout à plat afin d'évaluer un coût de production, qui nous permette de commercer dans des conditions humaines afin que chacun dans la filière puisse vivre dignement.

### **Vous devenez en fin de compte un homme d'affaires à visage humain, mais un homme d'affaires quand même ?**

Tout à fait, on a acheté notre premier lot en 2000, dans un réseau militant et associatif, avec des amis, de la famille et quelques boutiques qui nous ont soutenus, pour pouvoir commercer et créer une entreprise. Nous avons fait une tournée sur la France pour aller justement à la rencontre de boutiques, en expliquant notre projet, celui que nous avons avec les producteurs, pour trouver plus de clients et acheter du café en plus grande quantité afin que cela ait un plus grand impact dans le village au Pérou.

### **Quand vous leur parlez de commerce à visage humain ou commerce équitable comment réagissent les gens autour de vous?**

Au départ, je n'ai pas une formation commerciale, donc je communiquais assez maladroitement, nous communiquions au début sur notre projet, notre façon de voir les choses, et maintenant nous sommes bien perçus à cause justement de ce discours différent des autres commerciaux. Nous communiquons aussi beaucoup sur la notion de terroir et de qualité, et c'est vrai que maintenant nous avons beaucoup de clients sur toute la France.

### **Vous pensez que votre pari est en partie gagné ?**

Oui je crois, même si nous restons une petite structure, avec 4 salariés, mais nous faisons quand même vivre 500 personnes entre les différents projets.

### **Pouvez vous nous dire ce que signifie pour vous « échanges économiques » ?**

Pour moi ce serait justement un lien, des relations avec des partenaires dans le monde basé sur le respect humain, pour que l'économie soit au service de l'homme et pas le contraire. L'économie pour nous ce doit être un moyen de dialoguer avec nos partenaires, en vivre également mais ce n'est pas le but ultime qui serait plutôt de rencontrer des partenaires en créant des liens d'amitié ici comme la bas.

### **Présentateur**

*Laurent Milliat travaille dans une banque dont on a beaucoup parlé ces derniers temps puisqu'il est analyste de durabilité chez DEXIA Asset Management à Bruxelles, il nous explique tout d'abord en quoi consiste son travail.*

### **Laurent Milliat**

Chez DEXIA Asset Management on a un certain nombre de fonds qui sont gérés selon des critères sociaux environnementaux et de gouvernement d'entreprise, c'est en fait une stratégie d'investissement à long terme qui tient compte d'aspects, pas seulement financiers de court terme mais également de question sociales et environnementales. Quant à moi je suis analyste dans cette équipe en charge d'un certain nombre de secteurs et pour chaque secteur mon travail est de sélectionner les entreprises qui sont les meilleures au point de vue social et environnemental car nous avons la conviction qu'à long terme ce sont les entreprises qui fourniront

également la meilleure performance d'un point de vue économique et financier. Pour chaque secteur on va identifier quels sont les enjeux sociaux environnementaux et ensuite on va voir comment les différentes entreprises répondent à ces enjeux. Pour celles qui relèvent par exemple du secteur pétrolier ou de la production d'électricité, on va voir quelles sont les entreprises qui investissent le plus dans les énergies renouvelables, donc on favorisera ces entreprises là au détriment de celles qui n'investissent pas du tout dans ces domaines. Donc c'est une notation ou une analyse qui vient en plus de l'analyse financière ou en complément de l'analyse financière traditionnelle pour avoir des perspectives de long terme tenant compte de l'aspect non seulement financier mais également social et environnemental.

### **Et ce classement, c'est au niveau mondial ?**

Nous avons trois grandes régions de prédilection : L'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie Pacifique. Nous venons également de lancer une nouvelle recherche pour un nouveau fond qui, lui, concerne les entreprises des pays émergents, qui sont la plupart du temps des entreprises d'une taille importante et qui sont bien implantées à l'international ce qui nous permet d'avoir une vision plus globale des enjeux du développement durable pour ces différentes entreprises.

### **Une fois que ces entreprises sont sélectionnées cela leur donne un avantage vis à vis de leur banque ou de Dexia ?**

Au niveau de Dexia, on gère des fonds pour nos clients et donc on investit dans les différentes entreprises. Les entreprises que nous sélectionnons sur des critères sociaux environnementaux ce ne sera que dans celles là que nous investirons, on appelle cela le « best in class » ou les « meilleurs de la classe », ce qui veut dire que dans les entreprises qui ne sont pas bien notées, nous n'investirons pas d'argent. Les entreprises de plus en plus répondent à nos questions car elles se rendent bien compte que c'est important pour leurs financements de tenir compte non seulement des aspects financiers à court terme mais également de la manière dont elles gèrent les relations avec leurs employés, du souci d'éviter les pollutions environnementales, des bonnes ou mauvaises pratiques avec leurs clients. Enfin on sensibilise les entreprises à ces questions, elles mêmes le sont de plus en plus et ça leur permet également de se financer à un meilleur coût.

### **Revenons à une période plus récente avec la crise que l'on connaît actuellement, comment la banque DEXIA l'a vécue et comment cette crise s'est répercutée chez DEXIA ?**

D'une manière générale cette crise montre les limites d'une forme de financiarisation extrême et courttermiste. Il y a eu une sorte de perte de confiance généralisée dans certains instruments financiers qui étaient considérés comme totalement déconnectés de la réalité économique ; il y a une complexification et une sophistication d'instruments financiers dans lesquels à la fin plus personne ne comprend rien, donc c'est toute la finance dans son ensemble qui a été questionnée et DEXIA comme d'autres banques en on souffert pour leurs financements. Mon avis c'est qu'on a besoin de la finance pour collecter l'épargne et investir dans l'entreprise, mais on a besoin d'une finance de long terme qui ne tient pas compte uniquement de critères financiers mais qui d'une certaine manière ne soit plus déconnectée de la réalité mais regarde les entreprises dans tous leurs aspects et tienne compte des questions de long terme, que ce soit le changement climatique, le vieillissement de la population ou les relations avec les ONG.

**Comment les entreprises, les banques, travaillent elles au niveau international, ont elles un langage qui leur est propre ?**

C'est un langage bien sûr qui doit avoir une certaine technicité, ça reste une langue compréhensible par l'immense majorité de la population, mais c'est vrai qu'il y a un vocabulaire propre au secteur de l'échange de marchandises et la langue du secteur commerce international reste l'anglais.

**Et quels sont les outils qui ont été créés pour faciliter ces échanges de marchandises ?**

Au niveau de la gestion des chaînes d'approvisionnement, les technologies de l'information ont révolutionné l'échange de données, il y a maintenant une gestion en temps réel des commandes de l'approvisionnement, donc c'est un langage informatique, mais la langue utilisée par les différents opérateurs c'est l'anglais.

**Jingle de fin**